

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57036 Metz  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 12 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22 mars 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS**

Base aérienne 128  
57685  
57685 Augny

Références : AUGNY\_AMAZON\_2024-04-12\_RAPVI\_EBM\_26188  
Code AIOT : 0003012960

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 mars 2024 dans l'établissement AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS implanté base aérienne 128 57685 Augny. L'inspection a été annoncée le 12 mars 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale suivi des échéances et fait suite à la mise en demeure du 6 juillet 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS
- base aérienne 128 57685 57685 Augny
- Code AIOT : 0003012960
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMAZON est autorisée à exploiter à Augny le bâtiment logistriel réglementé par :

- l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 modifié au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : n°1510, n°2910, n°1185 et n°2925 ;
- l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

### Thèmes de l'inspection :

- Bruit
- Détection incendie
- Etat des matières stockées
- Inventaire

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                          | Référence réglementaire                                   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Niveaux de bruit en zone à émergence réglementée           | Arrêté Préfectoral du 21/12/2018 modifié, article 6.2.1   | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 3  | Entretien du système de détection                          | Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 7.3.7 (partiel) | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 15 jours              |
| 4  | Etat des matières stockées - matières et déchets dangereux | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I (partiel) | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 2  | Système de détection                               | Arrêté Préfectoral du 21/12/2018 modifié, article 7.3.7 (partiel) | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                                      | Levée de mise en demeure |
| 5  | Etat des matières stockées - information du public | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I 2 (partiel)       | /                                                                                                          | Sans objet               |
| 6  | Inventaire                                         | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I (partiel)         | Susceptible de suites                                                                                      | Sans objet               |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater le retour à la conformité pour les mises en demeure relatives au système de détection et à l'état des matières stockées.

En revanche, l'inspection des installations classées (l'inspection) a constaté la persistance d'une non-conformité relative aux émergences sonores la nuit au Nord du site (point G). L'inspection constate que l'exploitant a entrepris des actions correctives pour réduire les émergences sonores issues du site et qu'il estime que le point de mesure n'est pas pertinent en l'état. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il convient de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral et qu'il lui appartient, s'il le décide, de demander à Monsieur le préfet, au titre de l'art. R. 181-46 du code de l'environnement, la modification des prescriptions applicables en lui transmettant un rapport à connaissance comprenant les éléments d'appréciation appropriés.

L'inspection demande en conséquence à l'exploitant :

- de transmettre sous 3 mois à Monsieur le préfet, le porter à connaissance évoqué démontrant que la prescription est devenue inadaptée  
ou
- de démontrer sous 3 mois le retour à la conformité en transmettant à l'inspection le résultat des mesures sonores (émergence au point G en période nocturne).

Au regard de l'absence de plainte et des actions entreprises par l'exploitant (voir point de contrôle n°1), l'inspection ne propose pas de suite administrative à ce stade.

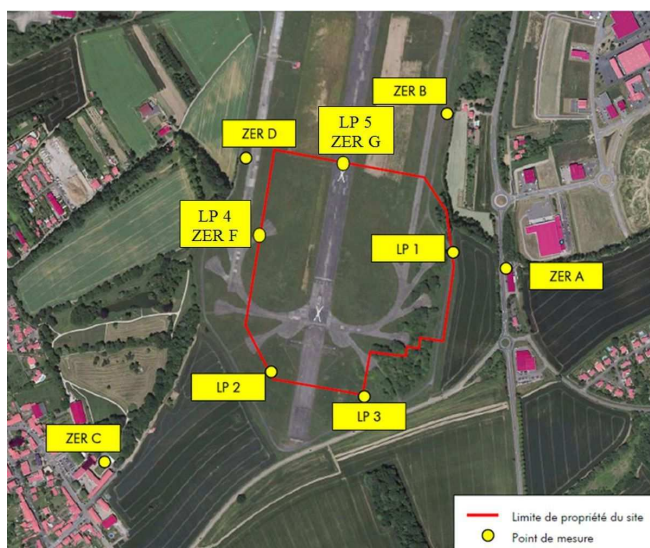
Concernant l'entretien du système de détection et le classement dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) des matières dangereuses stockées, l'inspection demande à l'exploitant la transmission de justificatifs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Niveaux de bruit en zone à émergence réglementée (ZER)

| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2020, article 6.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                         |                                                                                                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux de bruit en zone à émergence réglementée                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                         |                                                                                                  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/10/2023</li></ul> |                                                                                         |                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.                                                                                                        |                                                                                         |                                                                                                  |
| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)                                                                                                                                                                                                                                          | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
| Supérieur à 35dB(A) et inférieur ou égal à 45dB(A)                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 6dB(A)                                                                                  | 4dB(A)                                                                                           |
| Supérieur à 45dB(A)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 5dB(A)                                                                                  | 3dB(A)                                                                                           |

Les zones à émergence réglementée (ZER A, ZER B, ZER C, ZER D, ZER F et ZER G) sont définies sur le plan ci-dessous :



**Constats :**

Vu :

- le rapport n°05.23/095/EIC de juillet 2023 relatif aux mesures acoustiques réalisées, transmis par courrier non daté reçu en préfecture le 8 septembre 2023 ;
- le retrait de la moitié des ralentisseurs présents au Nord du site (proches du point G) afin de réduire les niveaux sonores induits par l'activité : 1 série de ralentisseurs retirée le jour de l'inspection et photos démontrant le retrait des autres ralentisseurs transmises par courriel le 28/03/2024 ;
- le courrier du 28/03/2024 à l'inspection accompagné d'un devis pour réaliser des mesures de bruit supplémentaires au niveau du point G après avoir retiré les ralentisseurs.

L'inspection constate :

- le respect des niveaux sonores autorisés en limite de propriété (Points 1, 2, 3, 4 et 5) en périodes nocturnes et diurnes ;
- le respect des émergences autorisées en zone à émergence réglementée pour les points A, B, C, D et F en périodes nocturnes et diurnes et au point G en période diurne ;
- au point G (en zone à émergence réglementée), un dépassement de l'émergence autorisée (+7,5 dB(A) pour +3 dB(A) autorisés) en période nocturne.

L'exploitant déclare, dans son rapport et dans ses courriers adressés au secrétaire général de la préfecture et à l'inspection, que le point G *"est désigné comme une ZER dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, bien qu'il ne puisse être considéré ainsi au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997. Le statut de non-conformité n'est pas applicable dans ce cas précis."*

L'inspection rappelle à l'exploitant que :

- la position du point G identifiée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2018 modifié est issue du dossier de demande d'autorisation transmis par l'exploitant et s'impose à lui au titre de l'art. 1.4.1 « conformité au dossier de demande d'autorisation » comme au titre de l'art. 6.2.1 « valeurs limites d'émergence » de l'arrêté préfectoral ;
- la position du point G répond à la définition des zones à émergence réglementée au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997, à savoir : *« les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation »* ;
- le projet d'arrêté préfectoral a fait l'objet d'une procédure contradictoire préalablement à sa signature.

L'inspection considère donc que la prescription s'impose de plein droit à l'exploitant.

Si l'exploitant estime qu'une prescription applicable n'est plus adaptée à son exploitation, il lui appartient de porter cette information à la connaissance du préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation le démontrant (dans le cas présent, dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 *relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement*).

En l'état, l'inspection constate que la prescription contrôlée n'est pas respectée pour ce qui concerne l'émergence au point G en période nocturne, et cela depuis plus d'un an (cf. rapport d'inspection du 10 mai 2023).

**L'inspection demande en conséquence à l'exploitant :**

- de transmettre sous 3 mois à Monsieur le préfet, le porter à connaissance évoqué démontrant que la prescription est devenue inadaptée  
ou
- de démontrer le retour à la conformité en transmettant à l'inspection le résultat des mesures sonores (émergence au point G en période nocturne).

Au regard de l'absence de plainte et des actions entreprises par l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite administrative à ce stade.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Système de détection

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 7.3.7 (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de détection                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2024</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.[...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Constats :</b> <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le courrier non daté de l'exploitant adressé au secrétaire général reçu en préfecture le 8/9/2023 déclarant qu'une partie des observations formulées sur le système de détection avait été corrigée ;</li><li>• le courrier de l'exploitant du 29 décembre 2023 déclarant que l'ensemble du système de détection est opérationnel ;</li><li>• l'attestation établie par la société INEO à Richemont le 23/11/2023 stipulant que l'ensemble des 39 observations listées dans le document n°20230707 Smoke détection rev. 1. ont été corrigées ;</li><li>• le rapport de visite du SSI (système de sécurité incendie) INEO du 16/01/2023 où les non-conformités du système de détection incendie étaient identifiées ;</li><li>• le fichier Excel de l'exploitant relatif au suivi des actions réalisées pour lever les non-conformités identifiées dans le rapport INEO du 16/01/2023 ;</li><li>• le fichier Excel listant les détecteurs présents sur le site avec leurs fonctionnalités ;</li><li>• le plan 14491 n°101 02 du 15/09/2021 localisant les détecteurs et leurs fonctionnalités ;</li><li>• la GMAO de l'exploitant dans laquelle une maintenance annuelle est prévue sur le système de détection incendie, ainsi qu'un contrôle visuel quotidien réalisé par sondage.</li></ul> <p>L'inspection a contrôlé, par sondage (détecteurs de type FFAST n° 125 et 126), la présence des détecteurs conformément au plan et la mise en œuvre des actions correctives pour lever les non-conformités initialement identifiées.</p> <p>Les constats réalisés permettent de constater le retour à la conformité pour la prescription contrôlée. <b>La mise en demeure sur cette prescription peut être considérée comme levée.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

## N° 3 : Entretien du système de détection

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 7.3.7 (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien du système de détection                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées [...] les éléments justifiant de l'entretien de ces installations.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a pas pu présenter le rapport de maintenance annuel réalisé sur le système de détection, ni le registre relatif à la surveillance quotidienne théoriquement réalisée sur le système de détection.</p> <p>Concernant le rapport annuel, l'exploitant explique que la prestation englobe l'ensemble de la maintenance du SSI et que toutes les actions sur ce dernier ne sont pas encore finalisées. L'exploitant s'est engagé à transmettre le rapport à l'inspection avant fin avril 2024.</p> |

|                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Concernant les actions de surveillance quotidienne, l'inspection demande à l'exploitant de documenter le suivi qu'il effectue sur ses installations.                   |
| Au regard des éléments présentés (cf. point de contrôle précédent) et des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite administrative à ce stade. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                                                                                                                                |

#### N° 4 : Etat des matières stockées - matières et déchets dangereux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées - matières et déchets dangereux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :<br>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.<br>[...]<br>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.<br>[...]<br>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. [...]                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none"> <li>• que l'état des stocks des déchets dangereux présenté lors de la visite est organisé par grandes familles de produits/déchets selon leur typologie et la présence des éventuelles rubriques ICPE auxquels ces déchets peuvent être assimilés ;</li> <li>• par sondage, sur les piles et accumulateurs et les détergents, la cohérence des données issues du stock avec les déchets présents sur le site dans la zone « HazMat » dédiée au stockage des matières et déchets dangereux ;</li> <li>• un classement sous la rubrique "1510" des "piles et accumulateurs" ; sous la rubrique "non-classé" ou "1510" des DEEE ; sous la rubrique "non classée" des "déchets organiques avec subst dang FR". <b>Ce classement établi par l'exploitant interroge et ce dernier s'est engagé à confirmer ou modifier son classement sous 1 mois.</b></li> </ul> |
| Au regard des constats réalisés et des engagements de l'exploitant, <b>la mise en demeure peut être considérée comme levée pour la prescription contrôlée.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant pour le classement dans la nomenclature ICPE des matières dangereuses stockées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 5 : Etat des matières stockées - information du public

|                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I 2 (partiel) |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées - information du public    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Cet état de matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :<br>1. [...] 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [...]                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a indiqué ne pas être en mesure, le jour de l'inspection, de présenter un état de ses stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.<br><br>Par courrier du 28/03/2024, l'exploitant a transmis un état de ses stocks sous format synthétique accompagné d'un plan localisant le lieu de stockage des différentes typologies de matières stockées. L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 6 : Inventaire

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2024</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. [...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b><br>Vu : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les déclarations de l'exploitant lors de l'inspection précédente expliquant la mise en œuvre d'un inventaire tournant ;</li> <li>• les 5 221 327 "locations" de l'entrepôt (cases de stockage où sont entreposées les marchandises) ;</li> <li>• l'inventaire tournant réalisés en 2023 sur 9 323 432 "locations" ;</li> <li>• le contrôle de cohérence, réalisé par sondage sur les cases P-8-B060X921 et P7B443X844.</li> </ul> L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |